

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS à Nazelles-Négron,
installation de production de tubes métalliques pour l'industrie automobile

SAIPP/BE

Le Préfet d'Indre-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 17347 du 16 juin 2005 autorisant la société TI AUTOMOTIVE SAS à poursuivre l'exploitation d'une unité de production de tubes métalliques pour l'industrie automobile, sise 13 boulevard de l'industrie, zone industrielle des Poujeaux, sur le territoire de la commune de Nazelles-Négron, concernant notamment les rubriques 2560 et 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles 3.5.3.6 et 3.5.7.4 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 24 avril 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 7 mai 2024 ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les installations électriques de l'établissement ne sont pas entretenues en bon état ;
- l'exploitant ne dispose pas de ressources en eau d'extinction en quantité suffisante. En effet, il ne dispose pas d'une réserve incendie de 1 020 m³ d'eau (moins les volumes d'eau débités simultanément par les trois poteaux d'incendie existants pendant 2 heures) ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions des articles 3.5.3.6 et 3.5.7.4 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS de respecter les prescriptions 3.5.3.6 et 3.5.7.4 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – La société TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS exploitant une installation de production de tubes métalliques pour l'industrie automobile, sise 13 boulevard de l'industrie, zone industrielle des Poujeaux, sur le territoire de la commune de Nazelles-Négron, est mise en demeure de respecter les prescriptions 3.5.3.6 et 3.5.7.4 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2005 susvisé en :

- corrigeant, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, la totalité des défauts affectant ses installations électriques relevées à l'occasion des vérifications périodiques des installations BT et TGBT, haute tension, production, chaufferie et cuisine, dont les rapports sont datés du 18 décembre 2023. Pour les défauts ne pouvant pas être traités, l'exploitant devra démontrer qu'une impossibilité technique s'oppose à la réalisation d'une action corrective ;
- dotant, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, son établissement de dispositifs lui permettant de disposer d'un volume d'eau d'extinction d'incendie suffisant.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante :

Préfecture d'Indre-et-Loire
SAIPP/Bureau de l'environnement
15 rue Bernard Palissy
37925 TOURS CEDEX 9

- un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires – Direction Général de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception. Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, le maire de la commune de Nazelles-Négron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tours, le **27 MAI 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,


Xavier LUQUET

1005 1AM 5.5